



OBJECTIF AFRIQUE



LETTRE D'INFORMATION ECONOMIQUE

N° 239 – 28 JUILLET 2023



ZOOM SUR ... Les analyses de l'OCDE sur les dynamiques du développement durable en Afrique



LES TITRES A LA UNE

Adoption d'un programme du FMI avec le Sénégal de 1,8 Md USD

La Guinée passe au statut de pays à revenu intermédiaire selon la Banque Mondiale

Signature d'un prêt du Trésor de 50 M EUR pour équiper les sapeurs pompiers du Cameroun

Nigéria – La consommation d'essence chute de 28 % après la suppression des subventions

Zambie – Accord sur la restructuration de la dette

LE CHIFFRE À RETENIR

1 600 Mds USD

Le déficit de financement estimé par l'OCDE pour que l'Afrique atteigne les ODD à horizon 2030



TABLE DES MATIERES

Zoom sur...	2
Conjoncture	3
Environnement des affaires	7
Projets et financements	8
Secteurs d'activités	10
Energies et matières premières	10
Industrie, transport et services	11
Agriculture et agroalimentaire	12
Agenda	13
Contacts	14

Zoom sur...

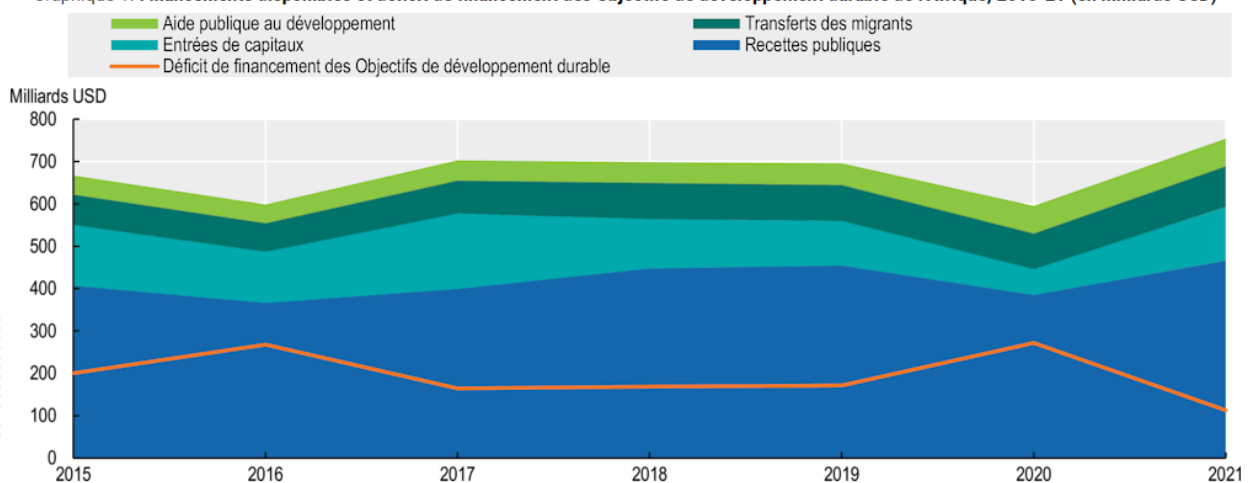
Les analyses de l'OCDE sur les dynamiques du développement durable en Afrique

Selon le rapport *Dynamiques du développement en Afrique 2023 : Investir dans le développement durable* publié par l'OCDE début juillet, l'Afrique aurait besoin de 1 600 Mds USD supplémentaires d'ici à 2030 pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD). L'écart entre les financements nécessaires à la réalisation des ODD et les ressources disponibles s'élevait à 194 Mds USD par an en moyenne sur la période 2015-2021. Ce montant équivaut à 7 % du produit intérieur brut (PIB) africain annuel et 34 % des investissements sur le continent en 2021. Toutefois, les économies africaines disposent d'atouts considérables. Elles présentent ainsi le deuxième taux de croissance du PIB le plus élevé au monde (3,7 % en 2023) après l'Asie en développement (5 %), une population jeune (19 ans d'âge médian) et enfin des ressources naturelles à fort potentiel.

Les récents chocs externes (pandémie, guerre en Ukraine, changement climatique...) ont creusé le déficit des pays africains, limitant les investissements possibles dans leur transition. Le climat d'incertitude au niveau international et l'inflation ont fait grimper le coût de la dette. Par ailleurs, le manque d'informations a dévié les investisseurs et augmenté le coût du capital, y compris pour les bailleurs institutionnels. Les IDE mondiaux en faveur de nouveaux projets (aussi appelés *Greenfield*) en Afrique ont atteint leur part la plus faible depuis 2004 (6 % du total mondial).

Le rapport propose trois pistes afin de dynamiser l'investissement durable sur le continent. En premier lieu, une mise à disposition de données plus nombreuses et de meilleure qualité pour réduire les coûts de transaction, améliorer l'évaluation de la durabilité et renforcer la confiance des investisseurs. Ensuite, un renforcement des capacités du réseau africain de financement du développement durable pour optimiser l'impact de la finance durable sur le développement et stimuler les investissements dans des activités locales durables. Enfin, le renforcement de l'intégration africaine, notamment à travers la mise en place de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et de son protocole sur l'investissement, permettra d'harmoniser les réglementations entre les pays et de faciliter le développement des chaînes de valeur.

Graphique 1. Financements disponibles et déficit de financement des Objectifs de développement durable de l'Afrique, 2015-21 (en milliards USD)



Source : OCDE, *Dynamiques du développement en Afrique 2023*

Conjoncture

Afrique de l'Ouest – Le Président nigérian Bola Tinubu élu à la tête de la CEDEAO

Lors de la 63ème conférence des chefs d'Etat de la CEDEAO, qui s'est tenue le 9 juillet dernier, le président nigérian Bola Tinubu a été élu président de l'organisation régionale, à l'unanimité. La CEDEAO, fondée à Lagos, a siège se trouve à Abuja, mais les dernières années ont été marquées par un relatif isolement du Nigéria. D'août 2019 à décembre 2020, le Nigérian avait fermé unilatéralement ses frontières terrestres avec le Bénin et le Niger, les accusant de ne pas respecter la réglementation douanière. L'élection de Bola Tinubu marque le retour diplomatique du Nigéria dans la région. Dans son discours, le Président a affirmé qu'il ferait de la consolidation de la démocratie dans l'espace CEDEAO sa priorité, accordant également une importance à la lutte contre le terrorisme. Sur le plan économique, Bola Tinubu entend œuvre en faveur du dynamisme de la croissance dans la région (4,8 % en 2022). Il a annoncé la tenue d'un sommet extraordinaire de la CEDEAO à Abuja sur le commerce et l'investissement en octobre 2023. Pour rappel, le Nigéria contribue à hauteur de 50 % au budget de l'organisation ouest-africaine.

Afrique de l'Ouest – L'UEMOA adopte une nouvelle réglementation bancaire

Le 16 juin 2023, le Conseil des Ministres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a adopté le projet de Loi uniforme portant réglementation bancaire dans les Etats membres. L'adoption de ce texte vise à renforcer la solidité et la résilience du secteur bancaire régional, à travers notamment la mise en conformité du cadre réglementaire et de supervision au sein de l'UEMOA avec les principes fondamentaux édictés par le Comité de Bâle. Il prend en compte les mutations de

l'environnement bancaire, l'impact du développement des nouvelles technologies, de même que les enjeux d'inclusion financière et de financement des activités économiques.

Afrique de l'Ouest – La BCEAO initie une opération spéciale de rachat de titres publics

La BCEAO a organisé du 29 au 30 juin 2023 une opération spéciale de rachat sur le marché secondaire de titres publics émis par les Etats de l'UEMOA pour un montant maximum de 1 003 Mds FCFA (1,5 Md EUR). Les titres publics admissibles sont ceux émis par adjudication et dont la durée résiduelle est comprise entre 3 mois et 3 ans.

Afrique de l'Ouest – L'inflation dans l'UEMOA recule à 3,9 % en mai 2023

Selon la BCEAO, les principaux indicateurs d'activité au sein de l'UEMOA ont marqué un ralentissement en mai 2023. L'indice de la production industrielle présente une hausse de 4,5% en g.a. mai 2023, contre 4,6% en g.a. le mois précédent. L'indicateur du climat des affaires, qui traduit la confiance des chefs d'entreprises sur la conjoncture, a augmenté en moyenne de 0,6 point en g.a, reflétant principalement les augmentations des scores au Bénin (+9,7 points en g.a), au Niger (+8,2) et au Togo (+5,5) atténuées par les diminutions au Burkina Faso (-8,2), en Guinée-Bissau (-4,8) et au Sénégal (-3,6). Enfin, l'inflation au sein de l'UEMOA s'est établie à 3,9% en g.a. en mai 2023, en baisse de 0,7 point par rapport à avril 2023, principalement portée par les produits alimentaires et boissons non alcoolisées (contribution de +1,6 point de pourcentage).

Sénégal – Le FMI approuve un appui financier de 1,8 Md USD

Le 26 juin 2023, le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a approuvé un programme de 1,8 Md USD en faveur du Sénégal. Celle-ci comprend un montant de 1,1 Md DTS (1,5 Md USD) au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) et du Mécanisme élargi de crédit (MEC) ainsi qu'un

montant de 242,7 M DTS (324 M USD) au titre de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD). Le programme d'une durée de 36 mois, vise la réduction des vulnérabilités liées à la dette à travers une consolidation budgétaire (objectif de contenir le déficit budgétaire à 3 % du PIB d'ici 2025), le renforcement de la gouvernance et une croissance plus inclusive. A noter que la décision du Conseil a permis le décaissement immédiat de 161,8 M DTS (216 M USD). La FRD soutiendra pour sa part les objectifs d'atténuation et d'adaptation au changement climatique du Sénégal, tout en appuyant les travaux visant à intégrer le changement climatique au processus budgétaire.

Burkina Faso – Accord du FMI pour un programme FEC de 305 M USD

Les autorités burkinabè sont parvenues à un accord avec les services du FMI sur un programme de 4 ans appuyé par une Facilité élargie de crédit (FEC) d'un montant de 228,8 M DTS (305 M USD). La validation de cet accord est soumise à la double condition de son approbation par le Conseil d'Administration du FMI et de l'assurance de financements complémentaires suffisants de la part des partenaires financiers du Burkina Faso. L'objectif de ce programme est de rétablir la stabilité macroéconomique, préserver la soutenabilité de la dette et de jeter les bases d'une croissance forte et inclusive. Pour ce faire, les principales réformes visent à réduire le déficit budgétaire à 3 % du PIB d'ici 2027, tout en assurant la protection des populations vulnérables et en créant une marge de manœuvre budgétaire pour les dépenses prioritaires. Il s'agira également de mener des réformes visant à améliorer l'efficacité des entreprises publiques du secteur de l'énergie et la transparence budgétaire.

Guinée – Passage dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire

Le 1er juillet 2023, la Banque mondiale a actualisé sa classification des pays par niveau de revenu. Ainsi, avec un revenu

national brut par habitant estimé à 1 180 USD en 2022 (contre 1 010 USD en 2021), la Guinée est passée de la catégorie des pays à faible revenu à celle des pays à revenu intermédiaire de la tranche intermédiaire dans cette nouvelle classification. La Banque mondiale relève qu'en dépit de l'instabilité politique et des tensions sur l'approvisionnement agricole, la Guinée a enregistré une croissance de 4,7 % en 2022, grâce notamment au dynamisme de son secteur minier. La Guinée rejoint ainsi d'autres pays de la région tels que le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Sénégal.

Ghana – Croissance de l'économie à 4,2 % au premier trimestre 2023

La croissance du produit intérieur brut (PIB) réel du Ghana a été évaluée à 4,2 % pour le premier trimestre 2023 en année glissante, soit 1 point de plus par rapport à la même période en 2022, où elle s'élevait à 3,2 %. Selon le Ghana Statistical Service, le secteur des services – représentant 45 % du PIB – enregistre une croissance à 10,1 % tandis que le secteur agricole – représentant 21 % du PIB – enregistre une croissance à 4,8 %. Les principaux moteurs de croissance correspondent aux sous-secteurs de l'administration publique, de la défense et de la sécurité sociale, avec un taux de croissance de 37,6 %, celui de la santé à +31,6 %, de l'éducation à +26 % et enfin de l'information et de la communication à +18,9 %. D'autres secteurs ont connu une contraction de leur activité avec une baisse de 3,2 % pour le secteur secondaire (34 % du PIB). Enfin, l'extraction minière et l'exploitation des carrières ont subi une baisse d'activité de 2,9 %, de même que le secteur manufacturier (-2,5 %). Malgré ces contractions, la croissance économique globale du Ghana reste positive au premier trimestre 2023. Ce chiffre se situe bien au-delà des projections du FMI qui anticipe un taux de croissance de 1,5 % pour l'année 2023.

Nigéria – Unification des guichets de change

La Banque centrale du Nigéria (CBN) a supprimé la segmentation du marché des changes en différents guichets. « Toutes les transactions seront désormais effectuées par le guichet des investisseurs et des exportateurs (I&E). Les demandes concernant les frais médicaux, les frais de scolarité, les BTA/PTA et les PME continueront d'être traitées par les banques de dépôt. », peut-on lire sur le communiqué. Cette mesure s'inscrit dans le cadre des efforts du gouvernement nigérian visant à améliorer la liquidité et la stabilité du marché, et à attirer les investisseurs étrangers dans l'économie du Nigéria. La CBN a également annoncé la réintroduction du modèle « Willing Buyer, Willing Seller » au guichet I&E. Ce modèle permettait aux transactions éligibles d'accéder aux devises étrangères. La CBN a également mis fin au programme RT200 et au programme de transfert de fonds « naira4dollar » à partir du 30 juin 2023. Ces programmes, qui encourageaient les envois de fonds et les entrées de devises, ne seront plus en vigueur, a indiqué la banque. Dans ce nouveau cadre, la CBN a déclaré que le taux opérationnel pour toutes les transactions liées au gouvernement serait déterminé par le taux moyen pondéré des transactions exécutées le jour précédent au guichet I&E. La décision de la CBN est un premier pas vers l'engagement pris par le Président Tinubu d'unifier les différents taux de change en vigueur sur le marché nigérian. Depuis des années, les experts et les institutions financières internationales ont critiqué la dualité du régime de change du pays.

Afrique centrale – Baisse des cours des principaux produits exportés

Selon la BEAC, l'indice composite des cours des produits de base exportés par les pays de la CEMAC a enregistré une baisse de 9,9% en glissement trimestriel au premier trimestre 2023. Les cours des produits énergétiques, qui constituent les principaux produits d'exportation des pays de la CEMAC, se sont ainsi repliés de 17,9% tandis que les cours des produits non énergétiques connaissaient une hausse (+6,3%). Les produits agricoles enregistrent la plus forte hausse suivie par les métaux et minéraux, les

produits de la pêche et les produits forestiers. L'augmentation des prix des produits agricoles exportés est portée par l'amélioration des perspectives de la demande mondiale pour le cacao, le riz et la banane. La BEAC prévoit la poursuite de la baisse des prix de l'énergie dans les mois à venir ainsi que la contraction des prix des produits agricoles et des métaux.

Zambie – Accord sur la restructuration de la dette

Le 22 juin, lors du Sommet pour un nouveau pacte financier mondial à Paris, le ministre des Finances zambien a annoncé avoir trouvé un accord avec ses créiteurs officiels sur le traitement de la dette souveraine zambienne. L'accord, qui porte sur la dette bilatérale externe du pays (6,3 Mds USD, dont 1,3 Md d'arriérés), constitue la première restructuration réussie du Cadre commun (Club de Paris et G20), coprésidé par la France et la Chine. L'annonce doit désormais se concrétiser dans un protocole d'accord (Memorandum of Understanding), dont la signature doit ensuite être suivie par la conclusion d'accords bilatéraux. Cette étape met fin à près de trois ans d'incertitude : la Zambie avait en effet été le premier pays, en novembre 2020, à faire défaut sur sa dette dans le contexte de la pandémie de Covid-19. Le pays avait formulé une requête auprès du Club de Paris pour le traitement de sa dette dès le 1er février 2021. Cet accord permet à la Zambie de débloquent la première revue de son programme de Facilité élargie de crédit (ECF) et a déjà eu des effets bénéfiques, notamment sur la devise (qui s'est appréciée de 12 % entre le 20 et le 26 juin) et le prix des obligations zambiennes (qui a fortement augmenté avec le regain d'intérêt des investisseurs internationaux).

Kenya – Prolongation du programme FMI en cours

Le 17 juillet, le conseil d'administration du FMI a terminé la cinquième revue des accords conclus avec le Kenya dans le cadre de l'Extended Fund Facility (EFF) et de l'Extended Credit Facility (ECF). A la suite de

cette revue, une prolongation de l'accord EFF/ECF de 38 à 48 mois a été octroyée aux autorités Kenyanes afin de leur laisser suffisamment de temps pour mettre en œuvre le programme de réformes attendu. De plus, en soutien à la balance des paiements, une augmentation des fonds alloués à hauteur de 75 % du quota (407,1 MDTs) a été accordée. Cette décision du conseil d'administration autorise un décaissement immédiat de 306,7 MDTs (environ 415 MUSD) portant à 1,51 Mds DTS (environ 2,04 Mds USD) le total des décaissements dans le cadre de ces accords. Par ailleurs, afin de soutenir les ambitieux efforts du Kenya pour renforcer la résilience au changement climatique du pays, le conseil d'administration du FMI a accepté la demande kenyane pour la mise en place d'un accord au titre du Resilience and Sustainability Facility (RSF). Ce dernier portera sur un montant de 407,1 MDTs (75 % du quota), soit 551,4 MUSD, et sa durée coïncidera avec la période restant à couvrir, après prolongation, dans le cadre des accords EFF / ECF. Il est attendu que le programme soutenu par le RSF intègre davantage les considérations climatiques dans les politiques macro-économiques en adoptant une gestion verte des finances publiques, des réformes de gestion des investissements publics tournés vers le climat et en introduisant des mesures de réduction des gaz à effet de serre.

Ethiopie – Chute des recettes d'exportation de 11,9 % en 2022/2023

Le ministère du Commerce et de l'Intégration Régionale éthiopien a fait état d'une baisse (- 11,9 %) des recettes d'exportation éthiopiennes sur l'année fiscale 2022/2023 passant de 4,1 Mds USD en 2021/2022 à 3,2 Mds USD cette année. Ces résultats en baisse s'expliqueraient par des exportations de café en berne, causées par une baisse depuis octobre des prix mondiaux (pour l'Arabica, -35 % en un an), une baisse de la demande mondiale et une hausse de la production brésilienne. Une sous-performance des exportations de Khat (4ème poste d'exportation du pays en

2021/2022) est aussi rapportée (191 MUSD, - 200 MUSD par rapport à l'année dernière), conséquence d'une hausse du commerce illicite. En 2022/2023, les produits agricoles ont été le premier poste d'exportation, contribuant aux recettes d'exportation à hauteur de 2,5 Mds USD, l'industrie manufacturière et l'industrie minière ont atteint 370 MUSD et 206 MUSD.

Soudan – Le ministère des Finances et la Banque centrale en difficulté

Le ministère des Finances éprouve des difficultés à faire face aux dépenses courantes des institutions publiques et à verser les salaires des fonctionnaires publics du fait de la perte de revenus à cause de la guerre. Seuls les militaires ont touché leurs soldes pour le mois d'avril. La très grande majorité des fonctionnaires, dont une grande partie est en exil, se trouvent sans ressources. De son côté, la Banque centrale du Soudan tente d'assurer un minimum de services bancaires, encourageant les banques commerciales à ouvrir leurs agences dans les villes moins touchées par la guerre et allégeant les règles d'ouverture de comptes et autres opérations bancaires. Ces efforts se heurtent aux problèmes d'instabilité des services d'électricité et de télécommunications. A ce jour, seule la « Bank of Khartoum » continue à fournir des services bancaires à travers ses agences hors Khartoum.

Burundi – Le FMI approuve un accord de 271 MUSD sur 38 mois

Dans la mesure où le Burundi est confronté à de nombreuses problématiques telles qu'un déficit croissant du compte courant, une faible couverture des réserves de change, les retombées de la guerre en Ukraine, ou encore les chocs climatiques intérieurs, le conseil d'administration du FMI a approuvé un accord de 38 mois, dans le cadre de l'Extended Credit Facility (ECF). Cet accord porte sur un montant de 271 MUSD avec un décaissement immédiat de 46,2 MUSD. Il permettra de soutenir le programme de réformes des autorités du Burundi visant à réduire les vulnérabilités liées à la dette,

recalibrer les politiques de change et monétaire et renforcer la gouvernance et la mise en œuvre d'une croissance économique inclusive.

Mozambique – Le FMI conclut la deuxième revue de son programme de Facilité élargie de crédit

Le 6 juillet, le conseil d'administration du Fonds a approuvé la deuxième revue de son programme au titre de la Facilité élargie de crédit (ECF), permettant un décaissement immédiat de 60,6 M USD. L'objectif est de soutenir la reprise économique, réduire la dette publique et favoriser la croissance. Au mois de mai, le décaissement de la seconde tranche avait pris du retard en raison de la non-atteinte de deux critères de performance : (i) déséquilibre du solde primaire fin décembre 2022, en raison de retards dans la réforme des salaires et d'une baisse des recettes ; (ii) l'accumulation d'arriérés dans le remboursement de la dette extérieure publique, liés à la situation d'une entreprise publique. Malgré des progrès partiels (réduction des salaires de la majorité des fonctionnaires au mois de janvier, et des hauts fonctionnaires et parlementaires au mois de juin), le FMI a cette fois-ci décidé d'accorder une dérogation au pays. Le FMI prévoit une augmentation de la croissance mozambicaine en 2023, portée par la hausse de la production de gaz naturel liquéfié et de la production agricole. L'institution, qui a salué les mesures déjà mises en œuvre, a rappelé la nécessité pour le gouvernement de poursuivre ses efforts en matière de lutte contre la corruption, de transparence, et de bonne gestion financière.

Malgré une conjoncture internationale morose, les économies d'AEOI sont parvenues à conforter leur attractivité auprès des investisseurs étrangers l'année passée. En témoigne le flux d'IDE entrants passé de 8,8 Mds USD en 2021 à 9,1 Mds USD en 2022. Une hausse au niveau régional portée par l'Ouganda (+ 38,7 % ; + 426 MUSD), et le développement en cours du champ pétrolifère du lac Albert et la construction d'un oléoduc de 1 440 kilomètres, le Kenya (+ 63,9 % ; + 296,2 MUSD) et la Tanzanie (+7,6 % ; +78,6 MUSD). A l'inverse, certains pays comme l'Ethiopie (- 13,8 % ; - 589,4 MUSD) ont observé une diminution de leur attractivité.

Afrique du Sud – Engie acquiert l'entreprise BTE Renewables

Le groupe industriel énergétique français ENGIE et le fonds d'investissement français Meridiam ont annoncé, le 20 juin, l'acquisition de l'ensemble des actifs de BTE Renewables, développeur sud-africain d'énergies renouvelables, présent en Afrique du Sud et au Kenya et détenu par le fonds d'investissement en infrastructures durables ACTIS. Avec cette acquisition, ENGIE ajoute à son portefeuille 340 MW de capacités de production d'énergies renouvelables, dont 190 MW d'énergie solaire photovoltaïque et 150 MW d'énergie éolienne terrestre. Par ailleurs, BTE renouvelable dispose d'un portefeuille de projets en cours de développement d'une capacité de plus de 3 GW en Afrique du Sud. Parmi les principaux projets, on peut noter : Golden Valley, un projet éolien de 123 MW dans la province de l'Eastern Cape ; Excelsior, un projet éolien de 33 MW dans le Western Cape ainsi que deux projets solaires Aggeneys et Konkoonsies dans le Northern Cape (respectivement 46 MW et 86MW). Cette acquisition renforce donc la présence d'ENGIE en Afrique du Sud, où l'entreprise exploite déjà plus de 1,3 GW de capacités de production installées, dont 220 MW de centrales solaires et 94 MW d'éolien terrestre. La transaction devrait être finalisée au quatrième trimestre de cette année.

Environnement des affaires

Afrique de l'Est – Hausse de 3,3% des IDE à destination de l'Afrique de l'Est

Congo – Implantation de Technip Energies France au Congo

Un protocole d'accord a été signé à Paris en marge du salon Forum Invest in Africa par le Ministre congolais des hydrocarbures (J.F. ITOUA) et le manager de Technip Energie France (M. VILLA). La filiale de Technip Energie souhaite accompagner la République du Congo dans ses opérations de valorisation gazière et de transition énergétique. D'un point de vue financier, Technip Energie France souhaiterait investir dans le projet de production de Gaz Naturel Liquéfié (GNL) porté par Eni (société italienne d'hydrocarbures), et dans des projets d'innovations gazières plus respectueuses de l'environnement (zéro, carbone, chimie durable, etc.) Technip Energie France souhaiterait également promouvoir la méthode de gestion des risques industriels « Hygiène sécurité et environnement » (HSE). Sur le plan opérationnel, il est prévu que des installations de traitement d'huile, gaz et eau soient mises en place. Le contrat prévoit également le développement d'un champ gazier et pétrolier offshore, Technip réalisant les études et assurant la réalisation des projets.

Gabon – Développement des lignes de transport électrique avec Africa50

Durant l'Africa CEO Forum organisé à Abidjan, un protocole d'accord portant sur le développement des lignes de transport d'électricité a été signé entre le gouvernement gabonais et Africa50, plateforme d'investissement fondé par des gouvernements africains et la Banque Africaine du Développement visant au développement des infrastructures sur le continent. Ainsi, le Gabon poursuit le développement de partenariats public-privé dans le secteur de l'énergie, domaine dans lequel il constitue un des pionniers sur le continent. Disposant d'un fort potentiel pour la production d'énergie hydroélectrique, le développement des lignes de transport électrique est nécessaire

afin d'exploiter pleinement cette source d'énergie.

Nigéria – le Président réduit la fiscalité des entreprises

Conformément à sa promesse de s'attaquer aux mesures fiscales défavorables aux entreprises, le président Bola Tinubu a signé cette semaine quatre décrets. Il s'agit tout d'abord du Finance Act Order, 2023, qui reporte la date d'entrée en vigueur des changements contenus dans la loi, du 23 mai 2023 au 1er septembre 2023. Selon le porte-parole de la présidence, cette mesure vise à garantir le respect du préavis minimum de 90 jours pour les modifications fiscales, comme le prévoit la politique fiscale nationale de 2017. Le second est le Customs, Excise Tariff Amendment Order, 2023, qui reporte la date d'entrée en vigueur des modifications fiscales du 27 mars 2023 au 1er août 2023, ce qui est également conforme à la politique fiscale nationale. Un autre décret signé par le président suspend la taxe d'accise de 5 % sur les services de télécommunication ainsi que l'augmentation des droits d'accise sur les produits fabriqués localement. Le dernier décret suspend quant à lui la taxe verte nouvellement introduite sous la forme d'une taxe d'accise sur les plastiques à usage unique. M. Tinubu a également ordonné la suspension de la taxe d'ajustement à l'importation sur certains véhicules. Dele Alake, conseiller pour les affaires spéciales, la communication et la stratégie, a précisé : « Le gouvernement fédéral considère les chefs d'entreprise et les investisseurs locaux et étrangers comme des moteurs essentiels pour atteindre une croissance plus élevée du PIB et une réduction sensible du taux de chômage grâce à la création d'emplois. »

Projets et financements

Cameroun – Signature d'un prêt du Trésor de 50 M EUR au profit du Corps national de sapeurs-pompiers

La cérémonie de signature de l'accord intergouvernemental (AIG) et de la convention de financement relatifs au projet de fourniture de moyens de secours et de lutte contre les incendies et catastrophes au Cameroun s'est tenue le lundi 29 mai 2023 au Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) à Yaoundé. Ce premier prêt concessionnel du Trésor d'un montant de 50 M EUR (32,8 Mds FCFA) répond à une sollicitation des autorités camerounaises qui souhaitent renforcer et moderniser les équipements du Corps National de Sapeurs-Pompiers (CNSP). Les 227 engins qui seront fournis, associés à des prestations de formation et de maintenance, permettront aux sapeurs-pompiers camerounais d'étoffer leur parc de véhicules d'intervention et de faire face aux risques naturels, industriels et sanitaires sur l'ensemble du territoire national.

Angola – La Banque mondiale accorde 300 MUSD pour développer le secteur privé

Le 2 juin, le conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé un financement de 300 MUSD en faveur du gouvernement angolais pour soutenir un projet de diversification économique et de création d'emplois. A noter qu'un *pool* de banques commerciales a apporté un financement complémentaire de 280 MUSD. Le projet, mené par le Ministère angolais de l'Economie, vise à accompagner la diversification économique durable et la création d'emploi dans le secteur privé, alors que l'économie reste très dépendante du secteur pétrolier (26 % du PIB et 95 % des exportations en 2022). Le projet devrait bénéficier à près de 12 000 PME. Les efforts du gouvernement se concentreront dans le couloir de Lobito, une zone à très fort potentiel de développement agricole et intégrant d'importantes installations logistiques. Parallèlement, le gouvernement

souhaite mettre en place des réformes pour lever les contraintes réglementaires et faciliter l'accès aux financements privés de ces acteurs de l'économie, identifiés comme d'importants créateurs d'emplois. Malgré une croissance de 3,1 % en 2022, l'économie angolaise ne crée en effet pas suffisamment d'emplois pour absorber la croissance de sa population, dont le taux de fécondité est l'un des plus élevés du monde (5,4 enfants par femme en 2020). Pour un demi-million de jeunes entrant sur le marché du travail chaque année, seuls 350 000 emplois sont créés.

Botswana – La Banque mondiale accorde un prêt de politique publique de 150 M USD

Le 16 juin, le conseil d'administration de la Banque mondiale a accordé un prêt de politique publique de 150 MUSD au gouvernement botswanais. Ce financement vise à soutenir le plan de relance économique et de transformation du gouvernement et fait suite à un premier prêt de 250 MUSD accordé en juin 2021 dans le sillage de la pandémie de Covid-19. Il s'articulera autour de trois axes clés : (i) l'adoption de mesures visant à renforcer le filet de protection sociale et améliorer sa réactivité aux chocs, (ii) des réformes du secteur financier pour développer le secteur privé, notamment via un meilleur accès au crédit, et (iii) un soutien à la transition énergétique du pays. Pour rappel, la diversification de l'économie botswanaise est un objectif central alors que le pays reste vulnérable aux chocs externes et climatiques et marqué par un des niveaux d'inégalités les plus élevés au monde (indice de Gini de 53,3). Ces mesures, annoncées de longue date, tardent toutefois toujours à se concrétiser.

Djibouti – Prêt de 79 MEUR de la BEI dans le secteur de l'eau et de l'assainissement à Djibouti

La Banque européenne d'investissement (BEI) a annoncé l'octroi d'un prêt à long terme (maturité de 25 ans) d'un montant de

79 MEUR au gouvernement de Djibouti pour le financement de plusieurs projets dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, dans le cadre de l'initiative Global Gateway. L'enveloppe permettra de financer l'extension de l'usine de dessalement de Doraleh, construite sur fonds européens (subvention de 72,5 MEUR de l'UE assortie d'une contribution djiboutienne de 5,5 MEUR) et exploitée depuis 2021 par le groupement Eiffage-Tedegua pour une durée de 5 ans. La 2ème phase permettra de (i) greffer une ferme solaire à l'usine pour assurer son alimentation en électricité ; (ii) doubler la capacité totale de l'usine (45 000 m3) et ainsi produire, à terme, 90 % de l'eau potable de Djibouti Ville. L'agrandissement de trois stations d'épuration situées dans les localités de Doraleh, Balbala et Douda font également partie des projets soutenus par la BEI.

Soudan du Sud – Lancement d'un programme de 72 MUSD pour répondre aux besoins d'éducation

Education cannot wait (ECW), le fonds mondial des Nations Unies œuvrant pour l'éducation dans les situations d'urgence et les crises prolongées, a lancé un programme de 3 ans et d'un montant 72 MUSD au Soudan du Sud. La ministre de l'Éducation et de l'instruction a annoncé que le programme devait fournir des opportunités d'éducation à 135 000 enfants touchés par la crise, y compris des enfants réfugiés, rapatriés et issus des communautés d'accueil. Ce programme intervient alors que la situation humanitaire est toujours préoccupante au Soudan du Sud, avec quasiment 2/3 de la population en situation d'insécurité alimentaire aiguë, ce à quoi s'ajoute des arrivées massives de personnes déplacées par le conflit au Soudan.

Secteurs d'activités

Energies et matières premières

Nigéria – La consommation quotidienne d'essence chute de 28 % suite à la suppression des subventions

La fin des subventions a engendré un triplement du prix à la pompe et une chute de la consommation de carburant de 28 %. En juin, la consommation est ainsi passée de 66,9 millions de litres à 48,4 millions de litres. A la suite de suppression de la subvention au mois de juin, le prix du litre d'essence est passé de 180 NGN à 500 NGN en moyenne sur le territoire. Si cette réforme a entraîné de forts effets inflationnistes et de lourdes conséquences socio-économiques pour les entreprises et les ménages, il n'y a pour l'instant pas eu de mouvement de contestation significatif : les protestations les plus virulentes ont été enregistrées dans les pays frontaliers, que cette mesure prive de carburants de contrebande bon marché. Pour rappel, en 2022, le coût de ces subventions pour l'Etat nigérian a dépassé 10 Mds USD. Selon la Banque mondiale, leur suppression permettra au pays d'économiser plus de 5 Mds USD en 2023.

Afrique du Sud – Création d'une task force conjointe entre l'Afrique du Sud et l'Allemagne pour le développement de l'hydrogène vert

Le 27 juin, le ministre de l'Électricité, Kgosientsho Ramokgopa, et le vice-chancelier allemand et ministre des Affaires économiques et de l'Action climatique, Robert Habeck, ont signé une déclaration d'intention commune visant à créer la South African-German Hydrogen Task Force, un groupe de travail chargé de développer la production et les infrastructures d'export d'hydrogène vert. Cet accord a pour objectif de soutenir l'exportation d'hydrogène vers l'Allemagne, notamment par le biais de contrats bilatéraux entre les producteurs sud-africains et les acheteurs allemands, ainsi que par des possibilités de partenariats

entre les ports. Pour cela, la task force se penchera sur les principaux défis liés au développement des chaînes de valeur tels que la mise en service de capacités d'énergie renouvelables pour décarboner l'hydrogène. Des mécanismes de financement seront également étudiés pour soutenir l'essor de ce secteur, notamment par la fondation allemande H2Global. Le développement de l'hydrogène vert présente un potentiel économique et de création d'emplois, bien que très énergivore et tourné vers l'export dans un contexte marqué par un manque de capacités installées pour assurer l'approvisionnement domestique du pays. Pour rappel, la semaine dernière, le gouvernement néerlandais a lancé, avec les banques sud-africaines de développement IDC et DBSA, un fonds de soutien à l'hydrogène vert – qui ambitionne de lever 1 Md USD.

Industrie, transport et services

Afrique du Sud – BMW annonce un investissement de 4,2 Mds ZAR pour la production de véhicules hybrides

Le 29 juin, le constructeur automobile BMW a annoncé un investissement de 4,2 Mds ZAR (200 M EUR) au cours des cinq prochaines années, pour la construction d'une nouvelle ligne d'assemblage dans son usine de Rosslyn (banlieue de Pretoria), destinée à la fabrication de ses modèles hybrides rechargeables BMW X3. BMW est un des sept constructeurs de rang international présent dans le pays et produit localement 80 000 véhicules par an (soit environ 14 % de la production domestique), principalement destinés à l'export. Cette annonce intervient dans un contexte où le marché automobile sud-africain n'a toujours pas amorcé de véritable transition vers l'électrique – 5 000 ventes de véhicules électriques et hybrides neufs en 2022 soit 1,2 % du total, et seuls deux constructeurs internationaux produisent localement des véhicules hybrides (Mercedes Benz et Toyota). La transition est pourtant un enjeu clé pour

l'avenir de l'industrie, qui est principalement tournée vers l'export et dont les principaux clients (UE et Royaume Uni) ont prévu d'interdire la commercialisation de véhicules thermiques à l'horizon 2035 et 2030. Le PDG de la branche sud-africaine de BMW, Peter van Binsbergen, a par ailleurs récemment critiqué le gouvernement sud-africain qui tarde à mettre en place de réelles mesures pour soutenir le secteur – alors que l'industrie automobile sud-africaine s'appuie sur un vaste programme industriel qui incite à la production domestique de véhicules. Le Ministre du Commerce et de l'Industrie (DTIC), Ebrahim Pattel, a annoncé en avril 2023 que son Ministère ne devrait pas rendre publique sa stratégie pour le développement d'une mobilité électrique avant mars 2024.

Afrique du Sud – La Transnet National Ports Authority annonce un plan d'investissement de 700 M USD

Le 30 juin, la TNPA (gestionnaire public des ports sud-africains) a annoncé un plan d'investissement de 13 Mds ZAR (630 M EUR) sur les cinq prochaines années pour le développement des infrastructures portuaires dans le pays, à l'occasion de la présentation du nouveau Port Development Framework Plan. Le rapport présente une ambitieuse stratégie de réaménagement et de développements dans les huit infrastructures portuaires du pays. Dans le port de Durban, premier port du pays par lequel transite 60 % des flux de containers domestiques, ces projets consistent notamment en la construction et extension de terminaux et port d'amarrage, ainsi que d'un nouveau terminal passager. Plusieurs projets de construction de terminaux pour le gaz naturel liquéfié sont envisagés, notamment à Richards Bay – appel d'offres en cours, Ngqara et Saldanha Bay. Enfin, d'après le document, le port de Mossel Bay devrait se développer autour des hydrocarbures, pour soutenir les activités d'explorations gazières en cours dans la région (portés par un consortium mené par Total Energies). Ces investissements devraient significativement augmenter les capacités et l'efficacité du secteur, qui fait

face à d'importantes difficultés opérationnelles entraînant des congestions qui pèsent directement sur les performances de l'économie sud-africaine (secteur minier et manufacturier notamment), alors que l'Afrique du Sud est fortement dépendante des infrastructures portuaires par lesquelles transitent une grande majorité des flux commerciaux.

Bénin – 164 M EUR de la BAfD pour l'assainissement des eaux pluviales

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAfD) a approuvé le 5 juillet 2023 l'octroi d'un prêt de 164,3 M EUR pour la mise en œuvre du Programme d'assainissement pluvial des villes secondaires (PAPVS). Le financement comprend un prêt de 118,8 M EUR de la BAfD et un second de 45,5 M EUR de l'Africa Growing Together Fund (AGTF), un fonds cofinancé par la BAD et la Banque populaire de Chine. En complément de ces financements, il est attendu 13,8 M EUR de la part de l'Etat béninois. Le projet sera mis en œuvre dans 4 villes secondaires (Porto-Novo, Ouidah, Bohicon et Abomey) et a pour objectif de réduire les risques d'inondations et d'assainir le cadre de vie des populations. Le programme constitue une première réponse aux faiblesses des systèmes de drainage pluvial dans les centres urbains via (i) la construction d'infrastructures d'assainissement et (ii) la mise en place d'un mécanisme de gestion des déchets et d'entretien des ouvrages.

Agriculture et agroalimentaire

Ghana – Mise en service d'une usine intégrée de recyclage et compostage

Une usine intégrée de recyclage et compostage (RECOP) a été inaugurée cette semaine à Goaso dans l'ouest du pays. L'usine permet de recevoir et traiter les déchets solides, puis produire du compost

pour l'agriculture de la région ainsi que de générer des granulés de plastique, utilisés comme matière première pour les industries. Ce projet a permis la création de 300 emplois directs et de 500 emplois indirects, ciblant en particulier les jeunes. En parallèle, l'usine de recyclage aide à développer la région en traitant les problèmes d'insalubrité et de la gestion des déchets, qui s'accumulent d'autant plus rapidement que la croissance démographique est forte. Ces déchets non traités présentent des risques à la fois pour la santé des communautés mais également pour l'environnement. Désormais, près de 60 % des déchets traités par l'usine pourront être transformés en compost et bénéficier aux agriculteurs de la région. De plus, seize autres usines intégrées de recyclage et compostage de ce type sont en construction dans le pays.

Niger – Dons de milliers de tonnes de vivres pendant les mois de soudure

Les autorités du Niger ont annoncé le 6 juillet 2023 le lancement des distributions gratuites de de vivres aux paysans frappés par les mauvaises récoltes dans le pays. Cette opération a débuté dans la région de Tillabéri et devrait se poursuivre jusqu'au mois d'août. Au total 270,6 Mds FCFA (412,5 M EUR) sont prévus dans le cadre du plan de soutien aux populations vulnérables, évaluées à 1,5 M de personnes dans 8 régions du pays. L'ONU estime que 17% de la population nigérienne aura besoin d'une assistance humanitaire en 2023. Cette situation découle selon les ONG de l'augmentation des populations fuyant les attaques terroristes. Au 30 juin dernier, le Haut-Commissariat pour les réfugiés de l'ONU (HCR) estimait le nombre des déplacés internes au Niger à 358 185 personnes.

Agenda

Septembre 2023	<u>French Mobility Days, Dar Es Salaam, Addis Abeba</u>
Septembre 2023	<u>French EDTECH & HRTECH Tour Afrique, Abidjan, Douala</u>
11/12 septembre 2023	<u>Business Meetings Institutions postales Afrique, Tunis</u>
20/22 septembre 2023	<u>French Agri Days, Innovation Summit, Cape Town</u>
25/29 septembre 2023	<u>Business Expedition Second œuvre, Douala, Lagos</u>
Octobre/novembre 2023	<u>Mission multisectorielle explore & Match, Afrique de l'Est, Madagascar, Maurice</u>
7/11 octobre 2023	<u>Business Meeting (Anuga), Cologne</u>
9/11 octobre 2023	<u>Business Seminar Meteorologie, Abuja</u>
9/13 octobre 2023	<u>French oil & gas days, Lagos, Port Harcourt</u>
17/18 octobre 2023	<u>Ambition Africa 2023, Paris</u>
Novembre 2023	<u>French Maritime Tour, Mombassa, Dar Es Salaam, Zanzibar</u>
Novembre 2023	<u>Business Seminar Ville Durable, Nairobi, Kampala</u>
Novembre 2023	<u>French Mining Days – Rencontres d'affaires, Angola</u>
3/12 novembre 2023	<u>Pavillon France (Sara), Abidjan</u>
7/9 novembre 2023	<u>Business seminar french environnemental, Johannesburg, Cape Town</u>
8/10 novembre 2023	<u>AfricaCom, Cape Town</u>
13 novembre/12 décembre 2023	<u>French Rail tour - rencontre d'affaires, Alger, Abidjan, Conakry</u>
14/15 novembre 2023	<u>Business Seminar SIG, Douala</u>
14/16 novembre 2023	<u>AfricaCom, Cape Town</u>
20/22 novembre 2023	<u>Business Meeting (VIV MEA), Abu Dhabi</u>
23/25 novembre 2023	<u>Ateliers de la coopération consultative et économique, Rendez-vous d'affaires francophones et africains, Bordeaux</u>
27 novembre/ 2 décembre 2023	<u>Africa Games Week 2023</u>
28/30 novembre 2023	<u>Business Expedition Maritime – Douala, Kribi</u>
29 novembre 2023	<u>Emerging Valley, sommet international dédié à l'innovation africaine, Marseille</u>
26/27 avril 2023	<u>Business Meetings (MEDFEL), Perpignan</u>

Contacts

Afrique australe

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/ZA>

Afrique du Sud, Botswana, Lesotho, Namibie, Malawi, Zambie, Zimbabwe
Contact : Bertrand FURNO

Angola

Contact : François REMOVILLE

Mozambique, Eswatini

Contact : Pierre SEJOURNE

Afrique centrale

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CM>

Cameroun, Centrafrique, Guinée Equatoriale, Tchad
Contact : Michel DROBNIK

Congo

Contact : Guillaume PREVOST

RDC

Contact : Thierry BLIN

Gabon, Sao-Tomé

Contact : Pascal FORNAGE

Afrique de l'Est et Océan indien

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/KE>

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda
Contact : Jérôme BACONIN

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles
Contact : Frédéric CHOBLET

Ethiopie, Erythrée, Djibouti
Contact : Julien DEFRANCE

Ouganda, Soudan du Sud

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA

Tanzanie

Contact : Annie BIRO

Soudan

Contact : Rafael SANTOS

Afrique de l'Ouest

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CI>

Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Guinée, Libéria, Sierra Leone
Contact : Daniel GALLISSAIRES

Sénégal, Mauritanie, Cap Vert, Gambie
Contact : Christophe MORCHOINE

Togo, Bénin

Contact : Jérôme FROUTE

Burkina Faso, Niger

Contact : Béatrice ALPERTE

Mali

Contact : Valéry ALVES

Nigéria-Ghana

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/NG>

Nigéria

Contact : Pascal FURTH

Ghana

Contact : Jean-Noël BLANC

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Bureau Multifin 2

Stéphane Tabarié (stephane.tabarie@dgtresor.gouv.fr)
Andrea Scillieri (andrea.scillieri@dgtresor.gouv.fr)
Thomas Kergonou-Jimenez
(thomas.kergonoujimenez@dgtresor.gouv.fr)

Rédacteurs : Services économiques situés en Afrique subsaharienne.

Pour s'abonner : <https://login.newsletter-dgtresor.fr/subscribe/>

Pour se désabonner : <https://login.newsletter-dgtresor.fr/unsubscribe/>